

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2018/15370]

28 NOVEMBER 2018. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de lijst van de vestigingsplaatsen van de inrichtingen voor secundair onderwijs voor het schooljaar 2018-2019 met toepassing van artikel 2, 1^o, van het decreet van 28 april 2004 betreffende de gedifferentieerde financiering van de instellingen voor basisonderwijs en secundair onderwijs

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 28 april 2004 betreffende de gedifferentieerde financiering van de instellingen voor basisonderwijs en secundair onderwijs, inzonderheid op artikel 2, 1^o;

Gelet op de aanvraag van de Administratie, de aanvraag van de inrichtende machten en het voorstel van de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs, geformuleerd bij zijn vergadering van 21 juni 2018;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid om over een unieke en gecontroleerde lijst te beschikken voor de toepassing van het voormelde decreet van 28 april 2004;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 6 november 2018;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 28 november 2018;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Worden erkend als vestigingen van een inrichting voor secundair onderwijs, met toepassing van artikel 2, 1^o, van het decreet van 28 april 2004 betreffende de gedifferentieerde financiering van de instellingen voor basisonderwijs en secundair onderwijs, de vestigingen opgenomen op de lijsten bedoeld in de bijlagen 1 tot 9 bij dit besluit.

Art. 2. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 mei 2018 tot vaststelling van de lijst van de vestigingsplaatsen van de inrichtingen voor secundair onderwijs voor het schooljaar 2017-2018 met toepassing van artikel 2, 1^o, van het decreet van 28 april 2004 betreffende de gedifferentieerde financiering van de instellingen voor basisonderwijs en secundair onderwijs, wordt opgeheven.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 2018.

Art. 4. De Minister van Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 28 november 2018.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/206321]

22 NOVEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant le pécule de vacances et la prime de fin d'année des bourgmestres et échevins

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, l'article L1123-15, § 2;

Vu l'arrêté royal du 16 novembre 2000 fixant le pécule de vacances et la prime de fin d'année des bourgmestres et échevins;

Vu le rapport du 9 juillet 2018 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Union des Villes et Communes de Wallonie, donné le 22 août 2018;

Vu l'avis n^o 64.402/4 du Conseil d'État, donné le 5 novembre 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre des Pouvoirs locaux;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions et disposition générale

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1^o les prestations complètes : les prestations dont l'horaire est tel qu'elles absorbent totalement une activité professionnelle normale;

2^o l'année de référence : l'année civile précédant celle au cours de laquelle les vacances sont accordées;

3^o la période de référence : la période qui s'étend du 1^{er} janvier au 30 septembre de l'année considérée;

4^o le traitement annuel : le traitement visé à l'article L1123-15, § 1^{er}, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

5^o le mandataire : le bourgmestre ou l'échevin.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, chaque mandataire est censé accomplir des prestations complètes.

CHAPITRE II. — *Pécule de vacances*

Art. 3. Le montant du pécule de vacances visé à l'article L1123-15, § 2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation est égal à nonante-deux pour cent d'un douzième du traitement annuel, lié à l'indice des prix à la consommation, qui détermine le traitement dû pour le mois de mars de l'année des vacances.

Art. 4. Les périodes pendant lesquelles, au cours de l'année de référence, le mandataire a bénéficié totalement ou partiellement du traitement annuel sont prises en considération pour le calcul du montant du pécule de vacances.

Art. 5. Lorsque des prestations complètes n'ont pas été accomplies durant l'année de référence, le pécule de vacances est fixé comme suit :

1° un douzième du montant annuel pour chaque période de prestations s'étendant sur la totalité d'un mois;

2° un trentième du montant mensuel par jour civil lorsque les prestations ne s'étendent pas sur la totalité d'un mois.

Art. 6. Des pécules de vacances, y compris ceux acquis par application des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés coordonnées le 28 juin 1971, ne peuvent pas être cumulés au-delà du montant correspondant au pécule de vacances le plus élevé, qui est obtenu lorsque les pécules de vacances de toutes les fonctions ou activités sont calculés sur base de prestations complètes.

A cet effet, le pécule de vacances d'une ou de plusieurs fonctions est réduit ou retenu à l'exception du pécule de vacances en exécution des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés coordonnées le 28 juin 1971.

Si les retenues ou réductions doivent ou peuvent se faire sur plusieurs pécules de vacances, le pécule de vacances le moins élevé est d'abord réduit ou supprimé.

Pour l'application des alinéas 1^{er} à 3, il y a lieu d'entendre par pécule de vacances en exécution des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés coordonnées le 28 juin 1971, la partie du pécule de vacances qui ne correspond pas à la rémunération des jours de vacances.

Art. 7. Pour l'application de l'article 6, le mandataire qui cumule des pécules de vacances en communique le montant et, éventuellement, le montant calculé pour des prestations complètes, à la commune.

Art. 8. § 1^{er}. Le pécule de vacances est payé à partir du 1^{er} mai et au plus tard le 30 juin de l'année pendant laquelle les vacances doivent être accordées.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, le pécule de vacances est payé dans le courant du mois qui suit la fin du mandat du mandataire.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, le pécule de vacances est calculé compte tenu du pourcentage et de la retenue éventuelle en vigueur à la date considérée; le pourcentage est appliqué au traitement annuel qui sert de base au calcul du traitement dont le mandataire bénéficie à la même date.

Lorsqu'à ce moment, le mandataire ne bénéficie d'aucun traitement ou d'un traitement réduit, le pourcentage se calcule sur le traitement qui aurait été du.

CHAPITRE III. — *Prime de fin d'année*

Art. 9. Bénéficie de la totalité du montant de la prime prévue à l'article 11, le mandataire qui a bénéficié de la totalité de son traitement pendant la période de référence.

Lorsque le mandataire n'a pas bénéficié de la totalité de son traitement pendant la période de référence, le montant de la prime est réduit au prorata du traitement qu'il a perçu.

Art. 10. Lorsque les mandataires cumulent dans le secteur public des fonctions comportant des prestations complètes ou incomplètes, le montant des primes de fin d'année qui leur est octroyé de ce chef, ne peut pas être supérieur au montant correspondant à la prime la plus élevée, qui est obtenue lorsque les allocations de toutes les fonctions sont calculées sur base de prestations complètes.

Si le montant visé à l'alinéa 1^{er} est dépassé, la partie excédentaire est soustraite de la prime de fin d'année ou des primes de fin d'année qui, calculées sur base de prestations complètes, sont les moins élevées en commençant par la plus basse.

Le mandataire qui cumule des primes de fin d'année dans le secteur public en communique le montant, et éventuellement le montant calculé sur des prestations complètes, à la commune.

Art. 11. Le montant de la prime de fin d'année visée à l'article L1123-15, § 2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation est composé d'une partie forfaitaire et d'une partie variable, calculés comme suit :

1° pour la partie forfaitaire :

a) pour l'année 2018, la partie forfaitaire de la prime de fin d'année s'élève à 380 euros;

b) pour l'année 2019 et les années suivantes, la partie forfaitaire s'élève au montant de la partie forfaitaire octroyée l'année précédente, augmenté d'une fraction dont le dénominateur est l'indice-santé du mois d'octobre de l'année précédente et le numérateur l'indice-santé du mois d'octobre de l'année considérée; le résultat obtenu est établi jusqu'à la quatrième décimale comprise;

2° pour la partie variable : la partie variable s'élève à deux pour cent et demi du traitement annuel qui a servi de base au calcul du traitement dû pour le mois d'octobre de l'année considérée.

Si le mandataire n'a pas bénéficié de son traitement pour le mois d'octobre de l'année considérée, le traitement annuel à prendre en considération pour le calcul de la partie variable de la prime est celui qui aurait servi de base pour calculer son traitement pour ce mois, si celui-ci avait été du.

Art. 12. La prime de fin d'année est liquidée et payée en une fois entre le 1^{er} et le 15 décembre de l'année considérée.

CHAPITRE IV. — *Dispositions abrogatoire et finales*

Art. 13. L'arrêté royal du 16 novembre 2000 fixant le pécule de vacances et la prime de fin d'année des bourgmestres et échevins est abrogé.

Art. 14. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} octobre 2018.

Art. 15. La Ministre des Pouvoirs locaux est chargée de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 22 novembre 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,

V. DE BUE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2018/206321]

22. NOVEMBER 2018 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung des Urlaubsgeldes und der Jahresendprämie der Bürgermeister und Schöffen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung, Artikel L1123-15 § 2;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 16. November 2000 zur Festlegung des Urlaubsgeldes und der Jahresendprämie der Bürgermeister und Schöffen;

Aufgrund des Berichts vom 9. Juli 2018, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund der am 22. August 2018 abgegebenen Stellungnahme der Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie (Union des Villes et Communes de Wallonie);

Aufgrund des am 5. November 2018 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 64.402/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag der Ministerin für lokale Behörden;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Definitionen und allgemeine Bestimmung*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° vollständige Leistungen: die Leistungen, deren Zeitplan so gestaltet ist, dass sie eine normale Berufstätigkeit ganz decken;

2° Bezugsjahr: das Kalenderjahr, das dem Kalenderjahr vorausgeht, in dem der Urlaub gewährt wird;

3° Bezugsperiode: die Periode, die sich vom 1. Januar bis zum 30. September des betreffenden Jahres erstreckt;

4° Jahresgehalt: das in Artikel L1123-15 § 1 des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung angeführte Gehalt;

5° Mandatsträger: der Bürgermeister oder Schöffe.

Art. 2 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses wird davon ausgegangen, dass jeder Mandatsträger vollständige Leistungen erbringt.

KAPITEL II — *Urlaubsgeld*

Art. 3 - Der Betrag des Urlaubsgeldes nach Artikel L1123-15 § 2 des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung entspricht zweiundneunzig Prozent eines Zwölftels des an den Index der Verbraucherpreise gebundenen Jahresgehalts, auf dessen Grundlage das für den Monat März des Urlaubsjahres geschuldete Gehalt festgelegt wird.

Art. 4 - Die Perioden, im Laufe deren der Mandatsträger während des Bezugsjahres vollständig oder teilweise ein Jahresgehalt bezogen hat, werden bei der Berechnung des Urlaubsgeldes berücksichtigt.

Art. 5 - Wurden im Bezugsjahr keine vollständigen Leistungen erbracht, wird das Urlaubsgeld wie folgt festgesetzt:

1° ein Zwölftel des jährlichen Betrags für jede Leistungsperiode, die sich über die Gesamtheit eines Monats erstreckt;

2° ein Dreißigstel des monatlichen Betrags pro Kalendertag, wenn die Leistungen weniger als einen ganzen Monat betragen.

Art. 6 - Urlaubsgelder, einschließlich der in Anwendung der am 28. Juni 1971 koordinierten Gesetze über den Jahresurlaub der Lohnempfänger geschuldeten Urlaubsgelder, dürfen nicht über den Betrag hinaus kumuliert werden, der dem höchsten Urlaubsgeld entspricht, das bezogen wird, wenn die Urlaubsgelder der gesamten Ämter oder Tätigkeiten auf der Grundlage vollständiger Leistungen berechnet werden.

Zu diesem Zweck wird das Urlaubsgeld eines Amtes oder mehrerer Ämter, mit Ausnahme des Urlaubsgeldes, das in Ausführung der am 28. Juni 1971 koordinierten Gesetze über den Jahresurlaub der Lohnempfänger geschuldet ist, gekürzt oder einbehalten.

Wenn die Einbehaltungen oder Kürzungen über mehrere Urlaubsgelder vorgenommen werden müssen oder können, wird zuerst das niedrigste Urlaubsgeld gekürzt oder gestrichen.

Für die Anwendung der Absätze 1 bis 3 gilt als Urlaubsgeld, das in Ausführung der am 28. Juni 1971 koordinierten Gesetze über den Jahresurlaub der Lohnempfänger geschuldet ist, der Teil des Urlaubsgeldes, der nicht der Entlohnung der Urlaubstage entspricht.

Art. 7 - Für die Anwendung von Artikel 6 teilt der Mandatsträger, der Urlaubsgelder kumuliert, der Gemeinde deren Betrag sowie gegebenenfalls den für vollständige Leistungen berechneten Betrag mit.

Art. 8 - § 1. Das Urlaubsgeld wird ab dem 1. Mai und spätestens am 30. Juni des Jahres, in dem der Jahresurlaub gewährt wird, gezahlt.

§ 2. In Abweichung von § 1 wird das Urlaubsgeld im Laufe des Monats nach Ende des Mandats des Mandatsträgers gezahlt.

Für die Anwendung von Absatz 1 wird das Urlaubsgeld unter Berücksichtigung des Prozentsatzes und ggf. der am betroffenen Datum geltenden Einbehaltung berechnet; Der Prozentsatz wird auf das Jahresgehalt angewandt, das als Grundlage für die Berechnung des Gehalts dient, auf welches der Mandatsträger an demselben Datum Anspruch hat.

Wenn der Mandatsträger zu diesem Zeitpunkt kein Gehalt oder ein gekürztes Gehalt bezieht, wird der Prozentsatz auf der Grundlage des Gehalts berechnet, das geschuldet gewesen wäre.

KAPITEL III — Jahresendprämie

Art. 9 - Der Mandatsträger, der während der Bezugsperiode sein gesamtes Gehalt bezogen hat, hat Anspruch auf den gesamten Betrag der in Artikel 11 angeführten Jahresendprämie.

Falls der Mandatsträger während der Bezugsperiode nicht sein gesamtes Gehalt bezogen hat, wird der Betrag der Prämie im Verhältnis zu dem ihm gewährten Gehalt gekürzt.

Art. 10 - Wenn die Mandatsträger im öffentlichen Sektor mehrere aus Vollzeit- oder Teilzeitleistungen bestehende Ämter kumulieren, darf der Betrag der ihnen aus diesem Grund gewährten Jahresendprämien den Betrag nicht überschreiten, der der höchsten Prämie entspricht und der erhalten wird, wenn die Prämien der gesamten Ämter auf der Grundlage vollständiger Leistungen berechnet werden.

Falls der in Absatz 1 erwähnte Betrag überschritten wird, wird der überschüssige Teil von der Jahresendprämie oder den Jahresendprämien abgezogen, die, auf der Grundlage vollständiger Leistungen berechnet, die niedrigste(n) ist (sind), wobei mit der geringsten angefangen wird.

Der Mandatsträger, der Jahresendprämien im öffentlichen Sektor kumuliert, teilt der Gemeinde deren Betrag sowie gegebenenfalls den für vollständige Leistungen berechneten Betrag mit.

Art. 11 - Der Betrag der Jahresendprämie nach Artikel L1123-15 § 2 des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung besteht aus einem pauschalen Teil und einem variablen Teil, die jeweils wie folgt berechnet werden:

1° für den pauschalen Teil:

a) für das Jahr 2018 beträgt der pauschale Teil der Jahresendprämie auf 380 Euro;

b) für das Jahr 2019 und die folgenden Jahre beträgt der pauschale Teil auf den Betrag des pauschalen Teils, der für das vorherige Jahr gewährt wurde und der um einen Bruch erhöht wird, dessen Nenner der Gesundheitsindex für Januar des vorherigen Jahres und dessen Zähler der Gesundheitsindex für Januar des betroffenen Jahres ist; das Ergebnis wird bis zu der vierten Dezimalen einschließlich bestimmt;

2° für den variablen Teil: der variable Teil beträgt zweieinhalb Prozent des Jahresgehalts, das für die Berechnung des für den Monat Oktober des betreffenden Jahres geschuldeten Gehalts herangezogen wird.

Wenn der Mandatsträger sein Gehalt für den Monat Oktober des betroffenen Jahres nicht bezogen hat, ist das für die Berechnung des variablen Teils der Prämie zu berücksichtigende Jahresgehalt jenes, das als Grundlage für die Berechnung seines Gehalts für diesen Monat gedient hätte, wenn dieses geschuldet worden wäre.

Art. 12 - Die Jahresendprämie wird zwischen dem 1. und dem 15. Dezember des betroffenen Jahres in einem Mal ausgezahlt.

KAPITEL IV — Aufhebungs- und Schlussbestimmungen

Art. 13 - Der Königliche Erlass vom 16. November 2000 zur Festlegung des Urlaubsgeldes und der Jahresendprämie der Bürgermeister und Schöffen wird aufgehoben.

Art. 14 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Oktober 2018 wirksam.

Art. 15 - Die Ministerin für lokale Behörden wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Namur, den 22. November 2018

Für die Regierung:
Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen
V. DE BUE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/206321]

22 NOVEMBER 2018. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van het vakantiegeld en de eindejaarspremie van de burgemeesters en schepenen

De Waalse Regering,

Gelet op het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie, artikel L1123-15, § 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 november 2000 tot vaststelling van het vakantiegeld en de eindejaarspremie van de burgemeesters en schepenen;

Gelet op het rapport van 9 juli 2018 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de "Union des villes et communes de Wallonie" (Unie van de Waalse steden en gemeente), gegeven op 22 augustus 2018;

Gelet op advies nr. 64.402/4 van de Raad van State, gegeven op 5 november 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van de Plaatselijke Besturen;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijvingen en algemene bepaling*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o volledige prestaties: de prestaties waarvan de uurregeling een normale beroepsactiviteit volledig in beslag neemt;

2^o referentiejaar : het kalenderjaar dat aan het jaar voorafgaat tijdens welk de vakantie wordt toegestaan;

3^o referentieperiode: de periode van 1 januari tot en met 30 september van het in aanmerking genomen jaar;

4^o de jaarwedde: de wedde bedoeld in artikel L1123-15, § 1, van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie;

5^o mandataris : de burgemeester of schepen.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit, wordt elke mandataris geacht volledige prestaties te vervullen.

HOOFDSTUK II. — *Vakantiegeld*

Art. 3. Het bedrag van het vakantiegeld bedoeld in artikel L1123-15, § 2, van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie is gelijk aan tweeënnegentig procent van een twaalfde van de jaarwedde, verbonden aan het indexcijfer van de consumptieprijzen, die de wedde verschuldigd voor de maand maart van het vakantiejaar bepaalt.

Art. 4. De periodes gedurende welke de mandataris tijdens het referentiejaar, de jaarwedde geheel of gedeeltelijk heeft genoten, komen in aanmerking voor de berekening van het bedrag van het vakantiegeld.

Art. 5. Als de mandataris niet gedurende het referentiejaar volledige prestaties heeft verricht, wordt het vakantiegeld vastgesteld als volgt :

1^o één twaalfde van het jaarbedrag voor elke prestatieperiode die een volledige maand beslaat;

2^o één dertigste van het maandbedrag per kalenderdag als de prestaties geen volledige maand beslaan.

Art. 6. Vakantiegelden, met inbegrip van het vakantiegeld verkregen met toepassing van de gecoördineerde wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers gecoördineerd op 28 juni 1971, kunnen niet gecumuleerd worden boven een bedrag dat overeenkomt met het hoogste vakantiegeld dat verkregen wordt als de vakantiegelden van alle uitgeoefende ambten of activiteiten berekend worden op basis van volledige prestaties.

Hiervoor wordt het vakantiegeld van een of meer ambten verminderd of ingehouden, met uitzondering van het vakantiegeld ter uitvoering van de gecoördineerde wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers gecoördineerd op 28 juni 1971.

Als de inhoudingen of verminderingen moeten of kunnen worden toegepast op verschillende vakantiegelden, dan wordt eerst het kleinste vakantiegeld ingehouden of verminderd.

Voor de toepassing van de leden 1 tot 3 moet onder het vakantiegeld ter uitvoering van de gecoördineerde wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers gecoördineerd op 28 juni 1971, worden verstaan, het gedeelte van het vakantiegeld dat niet overeenstemt met het loon voor de vakantiedagen.

Art. 7. Voor de toepassing van artikel 6 deelt de mandataris die vakantiegelden cumuleert, het bedrag ervan en, eventueel het bedrag berekend voor volledige prestaties, mee aan de gemeente.

Art. 8. § 1. Het vakantiegeld wordt betaald vanaf 1 mei en uiterlijk op 30 juni van het jaar waarin de vakantie wordt toegekend.

§ 2. In afwijking van lid 1, wordt het vakantiegeld uitbetaald in de loop van de maand volgend op het einde van het mandaat van de mandataris.

Voor de toepassing van het eerste lid wordt bij de berekening van het vakantiegeld rekening gehouden met het percentage en de eventuele inhouding, die op de datum in kwestie van kracht zijn. Het percentage wordt toegepast op de jaarwedde die als basis dient voor de berekening van de wedde die de mandataris op die datum geniet.

Als de mandataris op die datum geen wedde of verminderde wedde geniet, dan wordt het percentage berekend op de wedde die hem verschuldigd zou zijn geweest.

HOOFDSTUK III. — *Eindejaarspremie*

Art. 9. De mandataris bekomt het volledig genot van de premie bedoeld in artikel 11, indien hij het volledig voordeel van zijn wedde heeft genoten tijdens de referentieperiode.

Wanneer de mandataris niet het volledig voordeel van zijn wedde heeft genoten tijdens de referentieperiode, wordt het bedrag van de premie verminderd naar rata van de wedde die hij heeft ontvangen.

Art. 10. Wanneer de mandatarissen ambten in de openbare sector cumuleren die volledige of onvolledige prestaties behelzen, mag het bedrag van de eindejaarspremies dat hun in hoofde daarvan wordt toegekend niet hoger liggen dan het bedrag dat overeenstemt met de hoogste premie die verkregen wordt wanneer de toelagen van alle ambten berekend worden op basis van volledige prestaties.

Wanneer het in eerste lid bedoelde bedrag wordt overschreden, wordt het gedeelte dat een teveel aanwijst afgetrokken van de eindejaarspremie(s) die, berekend op basis van volledige prestaties, de minst hoge is (zijn), te beginnen met de laagste.

De mandataris die eindejaarspremies in de openbare sector cumuleert, deelt het bedrag ervan en, eventueel het bedrag berekend op volledige prestaties, mee aan de gemeente.

Art. 11. Het bedrag van de eindejaarspremie bedoeld in artikel L1123-15, § 2, van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie bestaat uit een forfaitaire gedeelte en een veranderlijk gedeelte, berekend als volgt :

1° voor het forfaitaire gedeelte :

a) voor het jaar 2018, bedraagt het forfaitaire gedeelte van de eindejaarspremie 380 euro;

b) voor het jaar 2019 en de volgende jaren is het forfaitaire gedeelte gelijk aan het bedrag van het forfaitaire gedeelte toegekend tijdens het vorige jaar, vermenigvuldigd met een breuk waarvan de noemer gelijk is aan het gezondheidsindexcijfer van de maand oktober van het vorige jaar, en de teller aan het gezondheidsindexcijfer van de maand oktober van het betrokken jaar. Het verkregen resultaat wordt berekend tot op vier decimalen;

2° voor het veranderlijke gedeelte: het veranderlijk gedeelte bedraagt twee en een half percent van de jaarlijkse wedde die tot grondslag diende voor de berekening van de wedde verschuldigd voor de maand oktober van het in aanmerking genomen jaar.

Indien de mandataris zijn wedde niet heeft genoten voor de maand oktober van het betrokken jaar, is de jaarlijkse wedde die in aanmerking moet worden genomen voor de berekening van het veranderlijke gedeelte van de premie, degene die als basis zou gebruikt zijn om zijn wedde voor die maand te berekenen, indien die verschuldigd zou zijn geweest.

Art. 12. De eindejaarspremie wordt in één keer vereffend en uitbetaald tussen 1 en 15 december van het betrokken jaar.

HOOFDSTUK IV. — Opheffings en slotbepalingen

Art. 13. Het koninklijk besluit van 16 november 2000 tot vaststelling van het vakantiegeld en de eindejaarspremie van de burgemeesters en schepenen wordt opgeheven.

Art. 14. Dit besluit heeft uitwerking op 1 oktober 2018.

Art. 15. De Minister van de Plaatselijke Besturen is belast met de uitvoering van dit besluit. Namen, 22 november 2018.

Voor de Regering :
De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuur,
V. DE BUE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/206247]

6 DECEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2002 relatif aux gestionnaires de réseaux et l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 octobre 2003 relatif aux gestionnaires de réseaux gaziers

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, les articles 10 modifié par les décrets du 17 juillet 2008; du 11 avril 2014 et du 8 novembre 2018, et 12, modifié par les décrets du 17 juillet 2017 et du 11 avril 2014;

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, les articles 10, modifié par les décrets du 17 juillet 2008, du 21 mai 2015 et du 8 novembre 2018, et 13, modifié par les décrets du 17 juillet 2008 et du 21 mai 2015;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2002 relatif aux gestionnaires de réseaux;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 octobre 2003 relatif aux gestionnaires de réseaux gaziers;

Vu le rapport du 17 avril 2018 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Union des Villes et des Communes de Wallonie, donné le 4 mai 2018;

Vu l'avis de la Commission wallonne pour l'énergie CD-18e15-CWaPE-1795, donné le 16 mai 2018;

Vu l'avis n° 64.634/4 du Conseil d'Etat, donné le 13 novembre 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Energie;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2002 relatif aux gestionnaires de réseaux*

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2002 relatif aux gestionnaires de réseaux, les 2° à 5° sont abrogés.

Art. 2. Le chapitre II du même arrêté est renommé comme suit :

« Composition et fonctionnement du gestionnaire de réseau de transport local ».

Art. 3. L'article 2 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 2. Le gestionnaire de réseau de transport local et son éventuelle filiale sont constitués conformément aux dispositions de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité. ».

Art. 4. Les articles 3 à 10 du même arrêté sont abrogés.

Art. 5. Le chapitre III du même arrêté, comportant les articles 11 à 14, est abrogé.